

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CC DE CEZE CEVENNES

Route d'Uzès
30500 Saint-Ambroix

Références : -
Code AIOT : 0018100013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement CC DE CEZE CEVENNES implanté Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée afin de contrôler le chantier de réalisation de la 3eme alvéole. Cette inspection a pour deuxième objectif de lever la mise en demeure n°2025-08 du 24 février 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC DE CEZE CEVENNES
- Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac
- Code AIOT : 0018100013

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004, la Communauté de Communes Cévennes Actives a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers à Bordezac, lieu-dit «La Figeyrette», à proximité immédiate d'un centre d'enfouissement technique existant, autorisé par arrêté préfectoral du 17 février 1992.

L'installation, mise en service en 2009, présente les caractéristiques suivantes:

- superficie du terrain: 13 ha 86 a 70 ca,
- superficie de la zone à exploiter: 8 100 m² en 3 alvéoles de 2300, 2300 et 3500 m²,
- capacité totale de stockage: 71 000 m³ - 64 000 t,
- quantités annuelles apportées: 2 400 m³ - 2150 t,
- autorisation accordée jusqu'au 31 décembre 2034.

Suite à la réforme de l'intercommunalité, la communauté de communes Cévennes Actives a cessé d'exister le 1er janvier 2013, puis a été intégrée dans la communauté de communes de Céze Cévennes. Le changement d'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral n° 2014-02 du 6 janvier 2014.

L'origine géographique des déchets reste inchangée.

L'ISDND est mitoyenne d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), dans le même périmètre de l'exploitation, exploitée par la communauté de communes et autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-161-18 du 9 juin 2008 pris en application de l'article L 541-30-1 du code de l'environnement. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, cette ISDI est devenue une ICPE depuis le 1er janvier 2015.

L'exploitant a déclaré au cours du mois de septembre 2019 la création d'une installation de broyage de déchets verts relevant de la rubrique 2794 sous le régime de la Déclaration (supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieur à 30 t/j).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositions diverses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.	/	Sans objet
2	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14 > II.	/	Sans objet
4	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que le chantier de l'alvéole 3 est terminé pour ce qui est la barrière de sécurité passive. Il convient que l'exploitant transmettre les résultats de la tierce expertise et le relevé topographique à l'inspection des ICPE.

Par ailleurs, il est constaté l'absence de clôture sur une partie du site du fait de la phase de chantier. L'exploitant doit remédier à cette situation en transmettant les justificatifs de l'action corrective.

Enfin, la mise en demeure du 24 février 2025 peut être levée. Le plan de défense incendie a été complété et des caméras thermiques ont été installées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. En cas

d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Il est constaté que la 3eme alvéole (en cours de construction lors de la visite) présentes des pentes dirigées vers un point bas. Ce point bas était en cours de réalisation. L'exploitant a présenté le plan de l'ouvrage en béton prévu d'y être construit dans le but de recueillir les futurs lixiviats de façon gravitaire et les renvoyer vers le bassin à lixiviats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats, ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, Clôtures

Prescription contrôlée :

La zone des bassins est équipée d'une clôture sur son périmètre.

Constats :

Il est constaté que la zone des bassins est équipée d'une clôture sur son périmètre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions diverses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, Clôtures

Prescription contrôlée :

L'accès à l'installation de stockage est limité et contrôlé. L'installation de stockage est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. La clôture protège l'installation des agressions externes et empêche l'intrusion de personnes et de la faune.

Constats :

<p>Il est constaté qu'une partie de l'installation n'est pas équipée d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres.</p> <p>L'exploitant déclare que cette phase transitoire est prévue uniquement pendant les travaux en cours et qu'une clôture est commandée.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 16 de l'arrêté du 15 février 2016 qui peut être levée rapidement sous réserve de la réalisation de l'action corrective et de la transmission des documents justificatifs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre la commande de la clôture avec un planning de pose associé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables à la mise en service des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé des planches d'essai pour déterminer la bonne formulation afin de constituer la barrière de sécurité passive. Un échantillonnage a ensuite été réalisé ainsi que des analyses par un tiers expert.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les résultats des contrôles réalisés par un organisme tiers de l'exploitant sont à transmettre au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont à comparer aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et doivent être accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant doit joindre aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis

Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 05/06/2025

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :

la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;
les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant

l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.
III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : L'exploitant a finalisé son plan de défense incendie et l'a transmis à l'inspection après la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 05/09/2025
Prescription contrôlée : VI. La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé. Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel. Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant
Constats :

Il est constaté la présence de caméras thermiques permettant la détection des départs d'incendies.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure